

# PORTUGAL

## **PORTUGAL**

### **Déclaration écrite du**

**Gouverneur suppléant représentant le Portugal auprès de la BERD**

**et**

**Directeur général du Bureau des politiques économiques et affaires internationales (GPEARI) du ministère des Finances, Portugal**

Je souhaite tout d'abord exprimer ma profonde gratitude aux autorités du Royaume de Jordanie pour leur accueil chaleureux. Sur le plan personnel, je suis fier de participer pour la première fois à une Assemblée annuelle de la BERD. Que celle-ci ait lieu en Jordanie montre à quel point la Banque a étendu la couverture géographique de ses opérations. Nous trouvons que c'est une remarquable réussite.

Comme vous le savez peut-être, l'année 2017 a été particulièrement bonne pour l'économie portugaise. Laissez-moi partager avec vous quelques points positifs : i) la croissance du PIB, à 2,7 %, est la plus élevée de ce siècle et au-dessus de la moyenne de la zone euro ; ii) l'emploi a progressé de 3,3 %, tandis que le chômage a chuté à 8,1 % au dernier trimestre de 2017 (il atteignait 17,5 % en 2013) ; iii) les investissements et les exportations sont en hausse, de 9,1 % et 7,8 % respectivement ; iv) le solde budgétaire de l'État était de -0,9 %, soit le plus bas sous un régime démocratique ; v) la dette publique a diminué

de 4,2 points (en pourcentage du PIB), ce qui est la plus importante réduction réalisée en 20 ans ; et vi) la note de la dette du Portugal est passée dans la catégorie investissement auprès de deux agences de notations.

Ces résultats sont le fruit de choix politiques du Portugal en réponse à la crise, mais ils ont été rendus possibles par le soutien financier multilatéral dont nous avons bénéficié dans les moments de difficultés financières. Nous croyons aux bienfaits du multilatéralisme. Nous estimons qu'il doit occuper une place de premier ordre dans le cadre construit pour atteindre des objectifs communs de développement mondial.

Le multilatéralisme établit également une solide plateforme de dialogue pour échanger sur les meilleures pratiques, promouvoir une bonne gouvernance, et mettre en place un environnement qui favorise l'engagement du secteur privé, et donc la création d'emplois et une société inclusive. En outre, le multilatéralisme est fortement aligné sur la souveraineté et l'indépendance du processus de décision de chaque pays.

Dans ce contexte, nous pensons que la BERD est dotée d'un ensemble de compétences et de connaissances unique qui apporte beaucoup de valeur à l'architecture mondiale du développement multilatéral. Le bilan de la Banque parle de lui-même. Son modèle opérationnel tourné

vers le secteur privé, et sa capacité d'adaptation aussi bien aux besoins de développement qu'à ceux des actionnaires, sont deux caractéristiques distinctives majeures de la Banque.

Nous félicitons la BERD pour les résultats obtenus jusqu'à présent, et en particulier pour son travail dans le cadre de la promotion de « l'économie verte ». Elle est la première banque multilatérale du monde en termes de financements verts pour le secteur privé. Dans certains domaines, la Banque a été pionnière en introduisant des approches de marché innovantes.

Pour répondre aux questions posées aux Gouverneurs, nous gardons l'esprit ouvert à la possibilité d'une expansion géographique de la Banque. Par principe, nous soutenons la complémentarité des institutions financières internationales et souhaitons qu'elles agissent de manière coordonnée. Nous estimons qu'un tel débat permettrait également à la Banque de mieux se positionner au sein de l'architecture financière multilatérale. Nous sommes donc favorables à un dialogue ouvert et constructif sur les avantages et les inconvénients d'une éventuelle expansion du mandat de la Banque, sous réserve qu'elle ne se fasse pas au détriment des pays d'opérations actuels.

Nous pensons que la Banque est bien placée pour jouer un rôle majeur, même dans un contexte mondial très liquide, car il existe toujours des marchés et des secteurs moins bien desservis et des entraves au crédit

dans nos pays d'opérations. À notre avis, de larges pans de certaines économies restent confrontés à des restrictions des investissements et à des perceptions de risque élevé. La résolution adéquate de ces problèmes pourrait libérer une croissance et un potentiel de transition forts et amener un changement positif dans la vie des populations.

Enfin, nous aimerions attirer l'attention sur la structure des coûts de la Banque. Nous pensons qu'il est encore possible d'optimiser l'utilisation de son capital afin de maximiser son impact sur la transition.

Dans l'ensemble, nous voyons la BERD comme un partenaire stratégique essentiel dans les pays où elle opère, et nous avons hâte de renforcer notre collaboration avec elle.

Je vous remercie de votre attention.